

Madame, Monsieur

Depuis 4 ans, le Ministère de l'Education nationale a supprimé plus de 52 000 postes. Le dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux met l'Ecole publique à genoux, ne lui permettant plus d'assurer ses missions de Service Public.

Il ne permet plus aux personnels d'exercer leur métier avec sérénité et professionnalisme.

Pour cette rentrée, 16 000 suppressions de postes ont été faites alors que 60 000 élèves supplémentaires étaient prévus.

Dans le Rhône, 20 postes ont été supprimés alors que 1 700 élèves de plus étaient attendus dans les classes.

Pour faire face à cette situation intenable, l'Inspecteur Académique du Rhône a réduit encore une fois la scolarisation des 2 ans, affecté directement les professeurs stagiaires dans les classes et fait appel à des étudiants contractuels (donc non formés) d'octobre à juin pour combler le déficit.

Le budget 2012 prévoit d'ores et déjà 14 000 suppressions de postes, ce qui augure de fait une augmentation des contractuels pour les années à venir.

Si le gouvernement cherche à tromper l'opinion en affirmant sans cesse, comme si cela pouvait convaincre, que l'on peut faire «plus avec moins», la France reste un des pays européens qui investit le moins dans son éducation et donc dans l'avenir.

La nécessité d'une toute autre politique éducative passe aussi par un budget plus volontaire.

Pour cela, les organisations FSU, FERC-CGT, SGEN-CFDT, UNSA Education appellent les personnels de l'Education nationale et de l'enseignement agricole publique à se mettre en grève le 27 septembre prochain.

Elles exigent l'arrêt des suppressions d'emplois, une autre logique pour le prochain budget et une transformation démocratique du système éducatif afin d'assurer la réussite de tous les élèves.

C'est pourquoi je serai en grève le mardi 27 septembre.

Comptant sur votre compréhension et votre soutien,

L'enseignant(e) de votre enfant.

Madame, Monsieur

Depuis 4 ans, le Ministère de l'Education nationale a supprimé plus de 52 000 postes. Le dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux met l'Ecole publique à genoux, ne lui permettant plus d'assurer ses missions de Service Public.

Il ne permet plus aux personnels d'exercer leur métier avec sérénité et professionnalisme.

Pour cette rentrée, 16 000 suppressions de postes ont été faites alors que 60 000 élèves supplémentaires étaient prévus.

Dans le Rhône, 20 postes ont été supprimés alors que 1 700 élèves de plus étaient attendus dans les classes.

Pour faire face à cette situation intenable, l'Inspecteur Académique du Rhône a réduit encore une fois la scolarisation des 2 ans, affecté directement les professeurs stagiaires dans les classes et fait appel à des étudiants contractuels (donc non formés) d'octobre à juin pour combler le déficit.

Le budget 2012 prévoit d'ores et déjà 14 000 suppressions de postes, ce qui augure de fait une augmentation des contractuels pour les années à venir.

Si le gouvernement cherche à tromper l'opinion en affirmant sans cesse, comme si cela pouvait convaincre, que l'on peut faire «plus avec moins», la France reste un des pays européens qui investit le moins dans son éducation et donc dans l'avenir.

La nécessité d'une toute autre politique éducative passe aussi par un budget plus volontaire.

Pour cela, les organisations FSU, FERC-CGT, SGEN-CFDT, UNSA Education appellent les personnels de l'Education nationale et de l'enseignement agricole publique à se mettre en grève le 27 septembre prochain.

Elles exigent l'arrêt des suppressions d'emplois, une autre logique pour le prochain budget et une transformation démocratique du système éducatif afin d'assurer la réussite de tous les élèves.

C'est pourquoi je serai en grève le mardi 27 septembre.

Comptant sur votre compréhension et votre soutien,

L'enseignant(e) de votre enfant.